

Questionnaire ARCEP

L'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

Réponses de SODITEL – 10 rue Salvador Allendé – 33400 TALENCE

Téléphone : 05 57 35 60 70 – Télécopie : 05 56 37 02 94

Question n°1

Quels commentaires ou informations complémentaires souhaitez vous apporter à cette description ?

Il est important de connaître les différences techniques entre paris et la province concernant les systèmes de contrôle d'accès.

A Paris, il est fréquent de mettre en place un clavier codé ou un lecteur de badges sur la première porte (celle-ci donnant accès aux boîtes aux lettres et au hall) et un interphone permettant de communiquer avec les résidents sur la seconde porte (celle-ci étant elle aussi équipée d'un clavier codé ou d'un lecteur de badge).

Dans ce cas, il est effectivement souhaitable que les opérateurs puissent accéder au minimum au hall d'entrée.

En Province, l'interphone est très souvent positionné dès la première porte (celle-ci est aussi équipée d'un lecteur de badge). De ce fait, les opérateurs de distribution de colis peuvent s'identifier par l'interphone et peuvent se faire ouvrir par le résident concerné très facilement.

En conséquence, nous pensons qu'il est effectivement important que l'ensemble des opérateurs de distribution puissent avoir l'accès aux immeubles. Mais il est important de dissocier deux catégories :

- 1) Les opérateurs de distribution de courrier dont seul l'accès aux boîtes à lettres est nécessaire et pour lesquels il est primordial d'avoir la possibilité d'exercer leur mission
- 2) Les opérateurs de distribution de colis dont la présence du résident est nécessaire pour la remise

Sur notre région, nous considérons que les conséquences coûteuses sont importantes pour la première catégorie, mais nous considérons aussi que les distributeurs de colis n'ont pas à avoir l'accès aux halls pour des raisons de sécurité. Ceux-ci doivent impérativement s'identifier par un système d'interphone auprès du résident concerné qui donne l'accès au bâtiment pour la remise du colis en mains propres.

Dans tous les cas, si le résident n'est pas présent, il ne pourra pas laisser le colis. Il est donc évident que cette catégorie doit conserver un mode d'accès identique à celui en place aujourd'hui.

Question n°2

Quelles sont les caractéristiques opérationnelles d'une activité qui justifient un accès natif ? A quelles activités, la pratique des codes natifs pourrait-elle / devrait-elle être réservée ?

Il est primordial de dissocier 3 cas :

- 1) Le cas d'un service qui devra avoir l'accès car il dispense des prestations privatives dans les parties communes d'un immeuble
 - a. Services postaux ou de distribution de courrier dans les Boîtes aux lettres
 - b. Entreprises d'énergie pour les relevés de compteurs
 - c. Entreprise de Télécom pour la maintenance des infrastructures
- 2) Le cas d'un service qui dispense des prestations privatives mais dont l'accès au logement est nécessaire
 - a. Entreprise de distribution de colis (il faut que le résident soit présent)
 - b. Entreprise de service (électriciens, plombiers...)

Questionnaire ARCEP

L'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

Réponses de SODITEL – 10 rue Salvador Allendé – 33400 TALENCE

Téléphone : 05 57 35 60 70 – Télécopie : 05 56 37 02 94

- 3) Le cas d'un service qui dispense des prestations dans les parties communes et qui bénéficie d'un contrat avec la copropriété
- a. Entreprise d'ascenseurs
 - b. Entreprise de nettoyage
 - c. Entreprise d'électricité
 - d. Antennistes...

Il est à noter que l'avantage principal perçu par les copropriétés sur le système Vigik est la sécurisation des sites. Il est donc nécessaire de limiter et de contrôler le nombre de prestataires bénéficiant de cet accès natif.

Concernant le cas n°1, il est normal de bénéficier de codes natifs qui pourraient être répartis sur le schéma suivant :

- 1) Services postaux adressés et non adressés (La Poste, Médiapost, Adrexo..)
- 2) Energies (Edf, Gdf, Suez, Poweo...)
- 3) Télécommunications (France Telecom, Iliad, Opérateurs câbles)

Cependant, nous émettons une réserve sur le type d'opération menés par ces prestataires. Il est nécessaire de leur accorder un service natif mais avec des garanties contractuelles. En particulier, le démarchage à domicile. Cet accès natif doit être réservé à des interventions techniques. Il ne doit en aucun cas permettre un démarchage commercial. La tentation sera grande pour des intervenants, de bénéficier de cet accès pour effectuer des opérations de vente à domicile de grandes ampleurs (ce que ne souhaitent en aucun cas les copropriétés).

Nous estimons que le cas n°2 ne doit pas bénéficier d'un accès natif standardisé car il est forcément nécessaire que le résident soit présent pour la prestation (délivrance du colis, travaux...). Ces prestataires se feront donc ouvrir la porte par l'habitant par l'intermédiaire de l'interphone par exemple.

Concernant le cas n°3, les entreprises bénéficiant d'un contrat avec la copropriété sur une durée limitée, nous considérons que c'est à la copropriété de garantir l'accès au prestataire (par l'intermédiaire d'un code, d'un badge ou d'une clef).

Si la solution de l'accès natif est retenue pour ce type de prestation, comment différencier une entreprise titulaire d'un contrat, d'une entreprise qui ne l'est pas ou plus ? Ceci n'est pas recommandé pour assurer la sécurité d'une résidence.

Question n°3

Quelles mesures sont à envisager pour que les porteurs et colporteurs de presse puissent exercer leur activité ?

La loi leur permettant l'accès, il est normal de les rattacher au code natif des services postaux.

Cependant, nous émettons la aussi une réserve sur l'interdiction de démarchage commercial.

Questionnaire ARCEP

L'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

Réponses de SODITEL – 10 rue Salvador Allendé – 33400 TALENCE

Téléphone : 05 57 35 60 70 – Télécopie : 05 56 37 02 94

Question n°4

Quelles solutions sont envisageables pour développer une pratique transparente et organisés sur les codes natifs ?

Comme indiqué sur la page précédente, il est nécessaire de répartir les activités :

- 1) Services postaux adressés et non adressés (La Poste, Médiapost, Adrexo, porteurs de presse..)
- 2) Energies (Edf, Gdf, Suez, Poweo...)
- 3) Télécommunications (France Telecom, Iliad, Opérateurs câbles)

Cadrer juridiquement l'utilisation de ces codes natifs (interventions techniques uniquement et pas commerciales).
Sanctions de retrait du code natif en cas d'utilisation abusive.

Question n°5

Comment les codes natifs des systèmes Vigik déjà installés devraient-ils être partagés ou redistribués ?

Il est nécessaire que la Poste et les autres acteurs de ce secteur bénéficient d'un seul code natif identique.

Question n°6

Quelles autres solutions que le partage ou la redistribution de codes natifs existants pourraient être envisagées pour permettre, un accès immédiat et sans coût, selon des modalités identiques, aux opérateurs postaux autorisés et aux porteurs de presse ?

Pour les nouveaux sites, intégrer des nouveaux codes natifs à la construction des centrales Vigik.
Pour les sites déjà équipés, la seule solution est la reprogrammation des centrales et celle-ci a un coût.

Question n°7

Dans quelles conditions les opérateurs postaux ou leurs filiales peuvent-ils utiliser leur accès natif pour d'autre activités de distribution que celles vidées à l'article L.5-10 ?

Aujourd'hui, il semble qu'une filiale de la Poste (Médiapost) utilise le système Vigik pour la distribution de publicité non adressée. Cette pratique a surpris les copropriétaires de résidences équipées du système.
Aujourd'hui, soit cette pratique est généralisée aux autres acteurs (adrexo), soit elle est interdite par une réglementation adéquate. Nous considérons qu'elle doit être réglementée pour éviter les abus.

Question n°8

Quelles sont les évolutions souhaitables de la gouvernance du système Vigik ?

La gouvernance nous semble bonne et ne nécessite pas de modifications.

Questionnaire ARCEP

L'accès aux boîtes aux lettres installées dans des immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès

Réponses de SODITEL – 10 rue Salvador Allendé – 33400 TALENCE

Téléphone : 05 57 35 60 70 – Télécopie : 05 56 37 02 94

Question n°9

Quelles solutions pour l'accès des services d'urgence et de sécurité ?

Accorder aux services d'urgence et de sécurité un code natif (le 4^{ème} par exemple).

Question n°10

Quelles autres formes pourrait prendre un référentiel de bonnes pratiques ? à quelles catégories d'opérateurs ou de prestataires de services devrait-il s'appliquer ?

Comme nous vous le préconisons à la question n°3, il est impératif de mettre en place un cadre juridique sur l'utilisation du badge Vigik.

Question n°11

Quelles catégories d'opérateurs devraient éventuellement bénéficier d'un code service unique pour l'ensemble de leur catégorie sous réserve de présenter toutes les garanties requises ?

Nous n'avons pas d'avis sur cette question